

OSSÉTIE DU SUD

Un projet ourdi à l'avance

Le conflit russo-géorgien en Ossétie du Sud est-il simplement le fruit d'un trop-plein de tensions ces derniers mois, ou a-t-il été soigneusement planifié par l'une ou l'autre partie ? Des analystes penchent pour la deuxième hypothèse.

L'attaque géorgienne sur l'enclave séparatiste dans la nuit du 7 au 8 août semble avoir pris de court une bonne partie de la communauté internationale, dont les yeux étaient alors braqués sur la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin. Mais à y regarder de plus près, les deux parties avaient probablement pris depuis longtemps au mot le proverbe latin : «Si vis pacem, para bellum» (si tu veux la paix, prépare-toi à la guerre). Pour le président géorgien Mikheïl Saakachvili, tout est clair : c'est la Russie qui l'a acculé à lancer cette opération à coups de provocations. Les forces géorgiennes ont «ouvert le feu sur Tskhinvali» le 8 août, «après que (des membres de) nos forces de maintien de la paix et notre population civile eurent été tués pendant plusieurs jours depuis» la capitale ossète, a-

t-il affirmé au quotidien *Kommersant* vendredi. L'intervention russe qui a suivi avait été préméditée «depuis des mois», a-t-il accusé. Il y a eu «une préparation minutieuse à la guerre», et «le moment a été choisi brillamment : celui des Jeux olympiques», a-t-il affirmé, soulignant que les Russes avaient notamment pour cela «construit toutes les infrastructures pour leur intervention, tant en Abkhazie (autre territoire séparatiste de Géorgie) qu'en Ossétie du Sud».

Pavel Felgenhauer, analyste indépendant, est du même avis : «Aujourd'hui, il est tout à fait clair pour moi que l'invasion russe en Géorgie était planifiée à l'avance et même que la décision politique définitive de clore les préparatifs et de lancer la guerre en août a été prise semble-t-il dès avril»,

écrit-il dans une tribune parue dans le bi-hebdomadaire *Novaïa Gazeta*.

Il en veut pour preuve le fait que la flotte russe de la mer Noire, mais aussi des unités de forces terrestres et de parachutistes étaient toutes «prêtes» à intervenir. L'appareil de propagande de l'Etat s'était aussi mis au travail en amont, persuadant la population russe de ce que l'agression géorgienne était «inévitabile» et que les Etats-Unis et l'Occident tiraient les ficelles en coulisses. Fedor Loukianov, rédacteur en chef de la revue *Russie dans la politique globale*, défend la thèse inverse. «Je ne crois pas que ce soient les Russes qui aient préparé cette guerre. On a l'impression que c'était totalement inattendu pour nous. Il nous a fallu 14 heures pour évaluer la situation et formuler une réponse», a-t-il dit à l'AFP. «En s'y décidant, Saakachvili n'a pas été fou mais aventurier. Il lui a manqué environ 10 heures. S'il avait dépassé Tskhinvali, approché le tunnel de Roki (à la frontière russo-géorgien-



Photo : DPA

Une guerre planifiée depuis le mois d'avril.

ne) et l'avait bloqué par une explosion, cela aurait empêché l'opération terrestre russe. Il aurait pris le territoire sous son contrôle et il aurait été impossible de le lui reprendre», ajoute M. Loukianov. Le soutien américain très poussé à la Géorgie a conforté Mikheïl Saakachvili dans ses des-

seins, poursuit-il. Sergueï Markov, analyste politique et député à la Douma proche du Kremlin, affirme que «la Russie voulait éviter la guerre». Quant aux projets géorgiens, ils n'ont pas pu échapper à l'œil de Washington : «Ce n'était pas une surprise pour les Américains. Saakachvili n'est pas un pré-

sident indépendant, ses troupes sont presque américaines, comme son armement, ses instructeurs, etc». «Le but des Etats-Unis était de provoquer la Russie à une réponse militaire. Ce n'est pas la conduite de la Russie mais la conduite de l'Amérique qui est scandaleuse», assène-t-il.

TCHAD

Habré et onze chefs rebelles condamnés à mort par contumace

L'ancien président tchadien Hissène Habré (1982-1990), en exil à Dakar et poursuivi pour crimes contre l'humanité, et onze chefs rebelles tchadiens ont été condamnés à mort par contumace hier par la cour criminelle de N'Djamena, a-t-on appris de source judiciaire.

Les douze condamnés ont été tous déclarés «coupables d'atteinte à l'ordre constitutionnel à l'intégrité et à la sécurité du territoire», selon cette source.

Trente et un autres membres de la rébellion ont été condamnés à des travaux forcés à perpétuité après avoir été reconnus coupables «d'attentats dans le but de détruire ou de changer le régime» du président tchadien Idriss Deby Itno. Parmi les condamnés à mort par contumace de la rébellion, figure son princi-

pal leader, le général Mahamat Nouri, un proche de l'ex-président Habré renversé en 1990 par Idriss Deby, mais aussi ex-ministre de la Défense de ce dernier.

La cour a également ordonné «la confiscation» des biens de tous les condamnés qui devront verser un franc CFA symbolique à titre de dommages et intérêts à l'Etat tchadien.

Ces condamnations ont été prononcées à la suite d'une plainte de l'Etat contre les différents

condamnés, a-t-on indiqué de source officielle, sans plus de précision.

Interrogé par l'AFP, le procureur général de la cour d'appel de N'Djamena, Beassoun Ben Ngassoro, a indiqué qu'il «ne pouvait pas commenter ce verdict».

Les 2 et 3 février, après avoir traversé le Tchad d'est en ouest en provenance de leurs bases arrières soudanaises en moins d'une semaine, les rebelles avaient attaqué N'Djamena, acculant le président Deby dans son palais.

Ce dernier les avait repoussés in extremis, notamment avec un soutien militaire de la France qui avait acheminé des munitions aux forces régulières

et protégé l'aéroport de la capitale, permettant aux hélicoptères de l'armée tchadienne de décoller et d'ouvrir le feu sur les rebelles. Depuis, la rébellion s'était encore manifestée en lançant des raids au Tchad notamment en avril et en juin.

Lors des incursions en juin pendant plus d'une semaine dans l'est du pays, de violents combats avaient opposé les forces gouvernementales à celles de la rébellion, en particulier à Am Zoer où des affrontements avaient fait au moins 162 morts dans cette localité chez les rebelles, selon le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Touka Ramadan Koré. Réfugié au

Sénégal depuis 1991, Hissène Habré est poursuivi pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre et actes de torture.

Une «commission d'enquête sur les crimes et détournements» commis durant les années Habré, créée après sa chute, a estimé à plus de 40 000, dont 4 000 identifiées nommément, le nombre de personnes mortes en détention ou exécutées au cours des huit années de sa présidence.

Le ministre sénégalais de la Justice, Madické Niang, a indiqué en juillet, après la modification de la Constitution du pays par le parlement permettant de juger l'ex-président tchadien, que Dakar était «prêt» pour le procès de M. Habré.

Le Sénégal, dont les tribunaux s'étaient dans un premier temps déclarés incompétents sur son cas, a été mandaté en juillet 2006 par l'Union africaine (UA) pour juger M. Habré «au nom de l'Afrique».

INONDATIONS AU VIETNAM

Bilan provisoire de 127 morts

Au moins 127 personnes ont été tuées et 34 sont toujours portées disparues dans le nord du Vietnam après la tempête tropicale Kammuri, le week-end dernier, et les inondations qui ont suivi, a-t-on appris hier de source officielle. Le précédent bilan du Comité national de la lutte contre les typhons et les inondations faisait état de 125 morts et 38 disparus. «Les pertes humaines ont été surtout recensées à Yen Bai et Lao Cai, deux des six provinces du nord touchées par la tempête», a indiqué par téléphone à l'AFP un responsable du comité. «Ces derniers jours, nous concentrons nos efforts pour venir en aide aux sinistrés, majoritairement membres de l'ethnie minoritaire locale de Dao», a-t-il précisé, ajoutant que les eaux des rivières du nord avaient visiblement baissé hier. La presse officielle vietnamienne a fait état de dizaines de millions de dollars de dégâts matériels. Le gouvernement parle, lui, de près de 800 maisons détruites, environ 18 000 bâtiments inondés ou endommagés et 15 000 hectares de champs dévastés.

Tous les ans, généralement entre juillet et novembre, des centaines de personnes périssent dans des tempêtes tropicales et inondations au Vietnam.

SOMALIE

Au moins 30 morts près de Mogadiscio

Au moins 30 personnes voyageant à bord de deux minibus ont été tuées vendredi après-midi par les forces éthiopiennes près de Mogadiscio, a-t-on appris auprès de plusieurs témoins.

«J'ai vu 37 civils morts près de Arbiska, où les Ethiopiens ont ouvert le feu de manière aveugle sur deux minibus de voyageurs, l'un venant de Mogadiscio et l'autre d'Afgoye (à 30 km à l'ouest de Mogadiscio)», a rapporté à l'AFP un chef coutumier Ahmed Hussein Mohamed de la localité d'Arbiska, située entre la capitale somalienne et

Afgoye. «Ils ont tué tout le monde dans les autocars et il y avait du sang partout (...). J'ai compté (les cadavres de) 29 hommes, sept femmes et un enfant», a pour sa part témoigné un autre habitant de la zone, Amino Hassan Adan.

«Les forces éthiopiennes ont ouvert le feu sur deux autocars et ont tué beaucoup de gens. J'ai person-

nnellement compté 15 morts à un endroit et je n'ai pas pu me rendre à l'autre mais les gens disent que beaucoup d'autres ont été tués», a pour sa part expliqué un autre témoin, Adan Moalim Yahye. Les forces éthiopiennes sont intervenues fin 2006 en Somalie, à la demande du gouvernement fédéral de transition, et ont mis en déroute les tribunaux islamiques qui contrôlaient depuis six mois la majeure partie du centre et du sud du pays, dont Mogadiscio. Les islamistes défaits ont depuis

adopté une stratégie de guérilla, multipliant les attaques contre les troupes éthiopiennes, les forces de sécurité gouvernementales et les soldats de la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom).

Les civils sont les principales victimes de ces combats. Selon plusieurs organisations internationales de défense des droits de l'homme et humanitaires, au moins 6 000 d'entre eux ont péri ces douze derniers mois. La Somalie est en guerre civile depuis 1991.